

Qui est Sodexho?

Rapport de recherche préparé par Tom Walker pour le

Syndicat des employées et employés d'hôpitaux

La Division des services de santé de la C.-B. du

Syndicat canadien de la fonction publique



Le 1^{er} mai 2002

Introduction

Avec les fermetures d'hôpitaux et les coupures massives dans les services de santé, la privatisation est un élément clef de l'attaque des libéraux de M. Campbell contre l'assurance-maladie publique. Dans le cadre de leur programme idéologique, les libéraux ont réservé 700 millions de dollars de services de santé pour être cédés au secteur privé. Selon les propres documents du gouvernement, une telle mesure ne permettra pas de faire aucune économie.

Et comme il y a de grands pans de notre régime de soins de santé qui sont à vendre, les vautours affairistes, en quête de profits, ont commencé à faire leur apparition. L'une de ces entreprises est une multinationale française du nom de Sodexho Inc.

L'adoption de la loi 29, la loi du gouvernement Campbell qui vient déchirer les conventions collectives négociées librement avec les travailleuses et travailleurs de la santé de la C.-B., a ouvert la voie aux prédateurs, comme Sodexho, qui vont s'abattre sur la province. Cette loi a été adoptée parce que les conventions contenaient des mesures de protection pour les emplois du secteur de la santé et empêchaient la sous-traitance des services fournis.

En Europe et aux États-Unis, la feuille de route de Sodexho est plutôt sombre; en effet, la société a souvent été prise à partie pour avoir violé les règlements sur la sécurité et l'hygiène ainsi que pour des coûts excédentaires. Au Canada, l'entreprise a aussi été réprimandée pour la qualité de ses services.

La Northern Health Authority a récemment retenu les services de ce prédateur multinational pour obtenir des conseils sur les manières de réduire les coûts mais les preuves contenues dans ce rapport, commandé par le SEH, montrent que Sodexho n'est pas seulement coupable de négligence quand il s'agit de la sécurité et de l'hygiène mais qu'elle a une terrible feuille de route pour ce qui est du maintien à la baisse des coûts des soins de santé.

Le rapport montre clairement que: Sodexho n'est pas une bonne affaire pour la population de la Colombie-Britannique.

Qui est Sodexho?

par *Tom Walker*

Sodexho Inc. est l'une des trois plus importantes sociétés en Amérique du Nord à offrir en sous-traitance des services de soutien comme les services alimentaires, les services d'entretien ménager et de blanchissage aux institutions publiques et aux entreprises. En 2001, les ventes totales de la société aux États-Unis et au Canada s'élevaient à 4,9 milliards de dollars US; son effectif était de 130 000 travailleuses et travailleurs.

La société a pris le nom de Sodexho Marriott Services en 1998 après que Marriott International eût créé un élément distinct pour sa division des services alimentaires et qu'elle eût formé un partenariat avec Sodexho Alliance, une importante société française de services alimentaires.

En juin 2001, Sodexho Alliance a acheté les actions en circulation de Sodexho Marriott. Le nom Marriott a été éliminé et l'unité nord-américaine porte le nom de Sodexho Inc., une filiale appartenant en totalité à Sodexho Alliance.

Le siège social de Sodexho Canada est à Burlington (Ontario). En 2000, Sodexho Canada rapportait des ventes de 158 millions de dollars US. Avant de former un partenariat avec Sodexho, la société Marriott exploitait sa filiale canadienne depuis les années 1960, fournissant un éventail de services similaires à ceux de la société mère américaine.

Au cours des quatre années qui ont suivi la fusion de Sodexho Marriott, l'entreprise a fait l'objet de nombreuses controverses : hygiène, violation des règlements sur la salubrité et la sécurité des aliments, antisindicalisme agressif sur le plan des relations de travail et son association, maintenant terminée, par le biais de la société mère, avec l'entrepreneur privé dans le domaine des prisons, Corrections Corporation of America. Dans le passé, la société Marriott a été reconnue pour son opposition farouche et idéologique aux syndicats.

Il y a eu d'autres controverses dans le domaine des relations raciales, des pratiques anti-concurrentielles et d'extorsion à partir d'un système de bons pour les chercheurs d'asile aux Royaume-Uni. Aux États-Unis, l'Union internationale des employées et employés d'hôtels et de restaurants a un site Web, *Eye on Sodexho*, dédié à documenter les pratiques douteuses de la société.

De 1997 jusqu'à la fin de l'automne 2001, Sodexho et son prédécesseur, la société Marriott, ont géré les services alimentaires de quatre hôpitaux de Vancouver. Pendant cette période, il y a eu de nombreuses plaintes au sujet de la mauvaise qualité des aliments, du gaspillage administratif, de la mauvaise coordination et d'un manque de contrôle, sans compter le fait que le moral du personnel était bas. Enfin, les hôpitaux ont reconnu qu'il y avait des problèmes avec l'entrepreneur et

ont décidé de ramener en régie la gestion des services alimentaires. Récemment, la Northern Health Authority de la C.-B. a retenu les services de Sodexho pour obtenir des conseils sur la manière de réduire les coûts.

Sodexho Inc. :

Communiqués de presse

<http://www.sodexhousa.com/news.html>

***Eye on Sodexho* :** Index

<http://www.eyonsodexho.org/index.html>

Entretien ménager inacceptable dans les hôpitaux

En janvier 2002, la filiale des soins de santé de Sodexho au Royaume-Uni s'est faite connaître en Écosse après qu'une équipe d'inspection mixte syndicale-patronale eût constaté des conditions dégoûtantes au Glasgow Royal Infirmary, le plus important hôpital de cette ville. D'après les articles publiés dans le *Glasgow Evening Times*, des brosses chirurgicales maculées de sang ont été retrouvées dans un ascenseur servant au transport des repas des patients. Des déchets étaient empilés dans les tunnels sous l'hôpital, ce qui représentait un risque d'incendie. Les patients se plaignaient de la saleté des salles et les membres du personnel étaient réaffectés directement du nettoyage des toilettes au service des repas aux patients.

Le personnel hospitalier et le syndicat, Unison, ont attribué les problèmes au manque de personnel parce que l'entrepreneur privé « tirait profit » d'un système sous-financé. Dans des articles publiés auparavant, le *Evening Times* écrivait au sujet de deux patients décédés à l'hôpital parce qu'ils « avaient attrapés une superinfection » à l'hôpital.

Jusqu'à maintenant, on n'a pas donné suite aux demandes pour annuler le contrat de Sodexho avec le groupe hospitalier de North Glasgow. Carolyn Leckie, déléguée syndicale d'Unison au Royal Infirmary, accuse le manque de surveillance quant au respect des contrats par l'administration de l'hôpital. Sans cette documentation, « on ne peut appliquer les clauses sur les pénalités ».

De plus, Sodexho a aussi un contrat comme traiteur qui arrivera à échéance dans sept ans seulement. L'entente, que Mme Leckie qualifie de « mini-projet de finances privé », rend difficile, coûteuse et gênante politiquement pour les responsables publics l'application du contrat.

Q et R :
LA PROPRETÉ DANS LES HÔPITAUX

Patrick Butler
Le mardi 10 avril 2001

Pour quelle raison la propreté est-elle un problème si important?

L'insalubrité qui règne dans nombre d'hôpitaux est continuellement en haut de la liste des plaintes au sujet du Service de santé national (SSN). C'est aussi un danger pour la santé; en effet, on estime que la saleté des salles communes et les mauvaises normes d'hygiène ont un lien avec l'augmentation brusque du nombre de patients, victimes d'une infection d'hôpital; quelque 5 000 décès annuels sont attribuables à ces infections qui coûtent un milliard de livres anglaises au SSN.

Que voulez-vous dire exactement par insalubrité?

Du linge sale, des mégots de cigarettes dans les corridors, des déchets non ramassés, des plateaux d'aliments qui traînent pendant des jours, de la poussière sous les lits, des toilettes qui débordent et, selon un sondage, des pigeons qui battaient des ailes autour d'une cantine. Des équipes d'inspection hospitalière ont évalué l'hygiène et la propreté dans 14 catégories, y compris le mobilier des salles, le linge, les stationnements, les toilettes, les odeurs et l'état des aires publiques comme les services des accidents et d'urgence

Comment le SSN est-il arrivé à un tel état d'insalubrité?

L'une des explications est la décision de sous-traiter les services de nettoyage et de traiteur au secteur privé dans les années 1980 par l'entremise d'appels d'offre. Les syndicats affirment que les entrepreneurs coupent souvent les coins afin de présenter la soumission la plus basse et qu'en conséquence, la qualité en souffre. Les préposés à l'entretien ménager ne relevaient plus des responsables des salles et des autres membres du personnel du SSN qui trouvaient difficile d'exiger que l'on améliore le travail ménager.

Qu'est-ce que le gouvernement a fait à ce sujet?

L'été dernier, il a lancé le projet de nettoyage des hôpitaux, appuyé par un montant de 31 millions de livres sterling alloué aux administrateurs pour redécorer les salles et remettre en état les aires publiques. Chaque établissement a été inspecté à l'automne par les équipes d'action environnementale des patients et des professionnels du SSN. À l'automne, il a promis de mettre fin aux appels d'offres obligatoires pour les services d'entretien ménager, bien que les administrateurs puissent quand même faire appel au secteur privé s'ils croient qu'ils augmenteront la qualité. Il a aussi annoncé qu'il réintroduira les infirmières en chef, qui auront le pouvoir de licencier les entrepreneurs qui omettent de répondre aux normes de propreté.

Qu'est-ce que les inspections ont révélé?

À l'automne 2000, l'évaluation de la propreté de quelque 253 hôpitaux sur 700, en Angleterre, a été « pauvre ». À la fin de la deuxième ronde d'inspections, en janvier et février 2001, ce chiffre était réduit à 40 avec 10 de ces établissements hospitaliers qui se sont vu imposé des « mesures spéciales » à la suite des mauvaises normes de propreté. Sur les cinq groupes administratifs, quatre avaient retenu les services d'entrepreneurs privés.

Comment les normes seront-elles maintenues?

Le gouvernement a lancé des normes nationales de propreté pour tous les hôpitaux du SSN. Elles regroupent cinq objectifs principaux : prendre la question de la propreté au sérieux; écouter les commentaires des patients; contrôler les infections hospitalières; voir à ce que le personnel soit bien formé et que la propreté fasse l'objet de surveillance. Les ministères ont promis qu'à l'automne aucun hôpital ne se verra attribuer une « mauvaise note » pour ce qui est de la propreté.

The Guardian ©

<http://society.guardian.co.uk/SSNperformance/story/0,8150,471446,00.html>

suite du texte

En vertu du contrat, Sodexho a financé 1,5 million de livres en biens d'équipement pour un système d'entreposage et de remise à température des repas congelés. Les portions individuelles congelées sont préparées à 400 milles de distance, au Pays de Galles, par la filiale de Sodexho appelée Tillery Valley Foods, et expédiées à l'hôpital, et sont réchauffées dans des fours sur des chariots de service mobiles.

Les problèmes dans les hôpitaux de Glasgow survenaient à la suite de deux années de mauvaise publicité pour Sodexho au Royaume-Uni et de l'entretien ménager par des entrepreneurs privés. Dans un rapport publié en avril 2001, Sodexho a été identifiée comme étant le sous-entrepreneur responsable de l'entretien ménager au Broadgreen University Hospital de Liverpool, cité comme l'un des « dix hôpitaux les plus malpropres » du Royaume-Uni (SSN).

Selon l'étude du SSN, quatre des cinq administrations hospitalières exploitant les hôpitaux malpropres sous-traitaient leurs services d'entretien ménager à des entreprises privées. La cinquième administration hospitalière avait connu des problèmes de relations de travail liés aux projets de transfert de son personnel à des entrepreneurs privés.

Encore une fois, en août, la Commission pour l'amélioration de la santé citait un hôpital dont les services étaient fournis par Sodexho dans ses « critiques les plus féroces jamais faites contre une administration hospitalière ». Le rapport « accablant », selon le journal *The Guardian*, notait un « 'sujet d'inquiétude majeure' au sujet du ménage au Epsom and St Helier NHS Trust, dans le Sud de Londres. Les patients se plaignaient de la saleté des salles et de la forte odeur d'urine dans certaines d'entre elles. »

Aux États-Unis, le linge nettoyé en vertu d'un contrat avec Sodexho a fait l'objet d'un rapport par la division du nursing d'un hôpital californien comme étant contaminé avec des « taches de fèces et de sang, des poils, de la saleté et du sparadrap ». L'entrepreneur mêlait le linge utilisé par des humains de l'hôpital avec le linge utilisé pour la recherche médicale sur les animaux.

L'incident concernant le linge sale s'est produit dans le contexte d'une malheureuse fusion hospitalière, à la fin des années 1990, entre l'hôpital Stanford et les hôpitaux de l'Université de la Californie à San Francisco. Les défenseurs ont promis que la fusion et la privatisation des hôpitaux de l'UC permettraient de faire des économies. Mais il a perdu des dizaines de millions de dollars au cours des deux années avant que l'entente de partenariat ne soit officiellement annulée.

Environ douze mois après la fin de la tentative de fusion, l'Hôpital Stanford a mis fin à son contrat avec Sodexho et a ramené en régie les services de blanchissage. Les hôpitaux de l'Université de la Californie à San Francisco ont également annulé

le contrat avec Sodexho mais ils ont utilisé les services d'une autre entreprise privée, la Golden State Laundry.

À Hamilton (Ontario), Sodexho a actuellement un contrat pour tout l'entretien ménager de l'Hôpital Chedoke et pour 40 pour cent de celui du Centre médical de l'Université McMaster utilisé par l'université. Le personnel hospitalier a dénoncé les projets du Centre des sciences de la santé de Hamilton d'élargir peu à peu le contrat de Sodexho pour y inclure tout l'entretien ménager des quatre hôpitaux locaux.

Mike Walters, président de la section locale 4800 du SCFP, qui représente les préposés à l'entretien ménager de Hamilton, dit que Sodexho ne fait pas un bon travail pour ce qui est du ménage dans les endroits où ils le font actuellement. La technique de Sodexho consiste à « prioriser » ce qui doit être nettoyé et ce qui ne doit pas l'être. En pratique, cela veut dire que l'on demande au personnel de l'entretien ménager de Sodexho « de ne pas nettoyer les corridors, les escaliers et les bureaux des médecins, parce qu'ils ne sont pas une priorité. »

« Le travail est mal fait, de dire M. Walters. Parfois, on fait appel aux employées et employés du secteur public pour nettoyer les endroits que l'entrepreneur privé n'a pas fait. C'est dégoûtant. Ils ont trouvé du sang et de l'urine sur les murs dans les endroits où Sodexho devait faire le ménage. »

Glasgow Evening Times :

Infirmaries' bloody disgrace

<http://update.eveningtimes.co.uk/cgi-bin/page?t=news&id=5000795>

Guardian Unlimited :

'Filthiest' NHS hospitals cleaned by private contractors'

<http://society.guardian.co.uk/SSNperformance/story/0,8150,471423,00.html>

Dirty hospitals spark alarm

<http://society.guardian.co.uk/SSNperformance/story/0,8150,540150,00.html>

Private contractors 'cut jobs to save cash'

<http://politics.guardian.co.uk/publicservices/story/0,11032,663871,00.html>

SFWeekly :

Dirty Laundry

<http://www.sfweekly.com/issues/1999-09-08/bayview.html>

Inside the big flop

<http://www.sfweekly.com/issues/1999-08-11/feature.html>

Problèmes sur le plan de la sécurité alimentaire

Le site *The Eye on Sodexho* fait rapport sur plusieurs incidents graves sur le plan de la sécurité alimentaire de cette société. À Chicago, des centaines d'élèves qui utilisaient les cafétérias exploitées par l'entreprise ont été malades après avoir mangé des burritos d'un fournisseur qui avait été reconnu plusieurs fois comme ayant violé les règlements sur la santé. Selon un rapport publié dans le *Chicago Tribune*, « aucune de ces poursuites n'a été communiquée aux responsables des écoles de Chicago par Sodexho ». Un porte-parole de l'entreprise a nié connaître les violations sur le plan de la sécurité alimentaire.

Au Massachusetts, l'organisme responsable de la santé et de la sécurité au travail, l'Occupational Safety and Health Agency, a imposé une amende à l'entreprise à la suite d'un incident où un étudiant a trouvé un morceau de pouce d'un travailleur des services alimentaires dans un sandwich à la dinde. À la suite d'un accident, on n'avait pas démonté le tranche-viande. Au Wisconsin, quatre enfants ont dû être hospitalisés pour une intoxication alimentaire au E. coli après avoir mangé à la cafétéria d'un Sodexho Marriott. À l'Université Johns Hopkins, une cafétéria exploitée par l'entreprise a été fermée à la suite de plusieurs violations, y compris la présence d'excréments de souris. Au Centre médical St. Joseph, à Baltimore (Maryland), les épidémiologistes ont lié 24 cas de salmonellose à une exposition à des aliments préparés dans une cuisine d'hôpital exploitée par Sodexho.

Selon un profil dressé par Microsoft Windows, Sodexho contrôle la conformité sur le plan des accidents et de la sécurité alimentaire dans plus de 5 000 endroits qu'elle exploite en faisant des audits au hasard dans quelque 400 endroits par année. Cela signifie qu'un endroit peut s'attendre à faire l'objet d'un audit environ une fois toutes les 12,5 années. L'étude de cas réfère au niveau de contrôle comme « une surveillance étroite de la conformité sur le plan de la sécurité physique et de la sécurité alimentaire de plus de 103 000 travailleuses et travailleurs qui incluent un grand nombre de personnes rémunérées au salaire minimum ».

Chicago Tribune :

School lunches: illness on menu

<http://www.chicagotribune.com/news/specials/chi-0112090436dec09.story?coll=chi%252Dnewsspecials%252Dhed>

Cape Cod Times :

Food service fined after thumb incident

<http://www.capecodonline.com/cctimes/archives/2001/feb/28/foodservice28.htm>

The Johns Hopkins News-Letter :

City closes Terrace Court after 18 health violations, including mice

<http://www.jhu.edu/%7enewslett/04-6-00/News/2.html>

Microsoft.com :

Enterprise Case Studies: Sodexo Marriott

<http://www.microsoft.com/mobile/enterprise/casestudies/cs-sodexo.asp>

Pratiques déloyales de travail

Le site *Web Eye on Sodexho* affirme que moins de 12 % de la main-d'œuvre de Sodexho est syndiquée, ce qui est inférieur aux taux de ses principaux concurrents, le Groupe Compass et Aramark. Selon le décompte fait par Sodexho, 13,75 pour cent de sa main-d'œuvre admissible (excluant le personnel désigné comme cadre) est syndiqué. Les travailleuses et travailleurs non syndiqués de Sodexho aux É.-U. ont un salaire qui se rapproche typiquement du salaire minimum, soit entre 6 \$ et 8 \$ l'heure. La majorité ne bénéficie pas de prestations de soins de santé.

En 1999, le revenu du président et chef de la direction de Sodexho Alliance, Pierre Bellon, s'élevait à 25 millions de dollars, plus de mille fois le salaire annuel d'une personne non syndiquée qui gagne le salaire minimum. M. Bellon s'est classé au 363^e rang de la liste de 2001 de la revue *Forbes* des individus dans le monde dont la valeur nette est de 1,4 milliard de dollars US.

Sodexho tente vraiment de maintenir la situation comme elle est présentement, même si cela signifie violer les lois du travail à l'occasion. En décembre 1999, le National Labor Relations Board (NLRB) des É.-U. a avisé l'entreprise qu'il était sur le point d'entamer une procédure civile pour pratiques déloyales de travail à moins que l'entreprise ne cesse d'utiliser les règles de travail illégales qui ont été révélées lors du conflit de travail à la cafétéria de Sodexho, à l'Université de l'État de New York à Albany.

Selon un rapport dans *Hotel Online*, ces règles de travail « interdisaient aux employés de parler aux gens de l'extérieur de leur salaire et de leurs conditions de travail ou de se parler entre eux, au travail, avant ou après leur quart de travail ». Suite à cet avis, Sodexho a négocié un accord avec le NLRB à l'effet qu'elle laisserait tomber les règles de travail illégales et qu'elle afficherait des avis pour informer les employés de leur droit de se syndiquer et de parler de leurs conditions de travail. En février 2001, le NLRB a ordonné à l'entreprise d'afficher à nouveau ces avis pendant 60 jours, à certains endroits.

Un incident encore plus scandaleux de harcèlement et d'intimidation de la part de Sodexho est relaté dans un document du NLRB du 27 août 2001. Le 1^{er} janvier 1998, Sodexho a retenu les services d'un entrepreneur pour faire l'entretien ménager de l'Hôpital Botsford, à Farmington Hills (Michigan). Il a amené sa propre équipe de direction mais il a réembauché les personnes qui travaillaient déjà à Botsford.

Anticipant le contrat de Sodexho, la section locale 79 de l'UIES a amorcé une campagne d'organisation syndicale en décembre 1997, menant au vote d'accréditation du 12 et 13 mars 1998. Toutefois, dans les semaines qui ont suivi la prise de contrôle par Sodexho, la direction de Sodexho s'est engagée dans une campagne systématique de harcèlement et d'intimidation, y compris le

congédiement de six activistes syndicaux, de plus, elle a abaissé l'évaluation du rendement d'un autre activiste afin de faire échouer la campagne syndicale.

Le NLRB a conclu que Sodexho avait violé le *National Labor Relations Act* en :

- interrogeant les employés au sujet de leurs sentiments syndicaux,
- faisant entièrement respecter sa politique de non-distribution et de non-sollicitation contre les activistes syndicaux,
- menaçant les employés de perte de salaire et d'avantages,
- donnant aux employés l'impression que les activités accomplies au nom du syndicat étaient sous surveillance,
- promettant une augmentation et une promotion aux employés s'ils renonçaient à soutenir le syndicat,
- menaçant les employés au sujet du port de macarons pour soutenir le syndicat.

Le Conseil a aussi conclu que Sodexho violait le NLRA en congédiant six employés et en abaissant l'évaluation du rendement d'un septième. Il a ordonné à Sodexho de renoncer et de mettre fin à ses pratiques déloyales de travail et de réintégrer les employés congédiés et punis et de les « compenser pour toute perte de salaire et d'autres avantages en raison de la discrimination qu'ils ont subie ».

Juste deux mois avant la décision du NLRB, Sodexho a encore démontré son acharnement hostile envers les syndicats après avoir pris le contrôle des services d'alimentation de l'Université de Wisconsin-Oshkosh. En juin 2001, l'entreprise a informé les travailleuses et travailleurs de la cafétéria qu'elle ne respecterait pas la convention collective en vigueur ou ne reconnaîtrait pas l'ancienneté acquise chez leur ancien employeur. Sodexho a indiqué qu'elle avait l'intention de contourner les obligations du successeur en réembauchant un peu moins de la moitié des membres de l'unité de négociation en place.

Quelque 50 poursuites liées au travail impliquant Sodexho ont été déposées devant la cour fédérale des É.-U. entre le 22 avril 1998 et le 12 avril 2001. En mars 2001, dix des employés en poste et des anciens employés de Sodexho ont déposé un recours collectif fondé sur la discrimination raciale.

À Glasgow (Scotland), où le syndicat Unison a joué un rôle de chef de file en dévoilant les conditions insalubres dans les hôpitaux, l'entreprise a réagi avec un « régime de terreur » selon la déléguée syndicale Leckie. Les dirigeants de Sodexho ont déposé des plaintes contre les militants syndicaux et ont approché les membres du personnel un par un, le soir, pour tenter de les intimider parce qu'ils participaient à des activités syndicales.

En 1999, l'Union internationale des employés d'hôtels et de restaurants a obtenu une copie d'un manuel sur la manière d'échapper à la syndicalisation, utilisé par les cadres de Sodexho, qui arborait le logo de Sodexho. Ce manuel donne des conseils aux cadres sur des stratégies antisyndicales, y compris comment empêcher les travailleuses et travailleurs de distribuer de la documentation

syndicale, comment organiser des réunions captives où les cadres dénoncent les syndicats et comment empêcher les organisateurs syndicaux d'avoir accès aux travailleuses et travailleurs. Une copie de ce manuel est affichée sur le site Web *Eye on Sodexho*.

Selon un énoncé bien en évidence dans le manuel, Sodexho Marriott s'opposera à toute interférence extérieure dans la relation directe avec ses employés et utilisera tous les moyens raisonnables légaux et éthiques disponibles si cette relation est menacée par une organisation extérieure quelconque.

Compte tenu des décisions du NLRB concernant Sodexho et ses actions, il est donc clair que l'entreprise ne veut pas tirer la ligne en utilisant des moyens *irraisonnables, illégaux et contraires* à l'éthique pour s'opposer à la syndicalisation.

Eye on Sodexho :

Employment practices

<http://www.eyeon Sodexho.org/employment.html>

Hotel Online :

National Labor Relations Board negotiates settlement with Sodexho-Marriott Services concerning its work rules

<http://www.hotel->

[online.com/Neo/News/PressReleases2000_1st/Feb00_HERE Sodexho.html](http://www.hotel-online.com/Neo/News/PressReleases2000_1st/Feb00_HERE Sodexho.html)

Exploitation des prisons privées

Le lien de Sodexo avec l'industrie des prisons sans but lucratif a été mis à jour à la suite de la plainte déposée par l'*American Civil Liberties Union*, en juillet 1998. L'ACLU a mentionné « qu'une longue liste d'incidents » survenus au Centre correctionnel du nord-est de l'Ohio du *Correctional Corporation of America* (CCA) ont abouti en une évasion de six détenus.

À ce moment-là, l'Alliance Sodexo avait un intérêt mineur qui a été rapporté comme variant entre 8 et 17 pour cent, dans l'entreprise carcérale. Les employés de la prison à but lucratif de la CCA étaient des gardiens inexpérimentés. Puis ils ont décidé de remplir ce qui était supposé être un établissement à sécurité moyenne avec « 1700 des prisonniers les plus violents de Washington D.C. », tel qu'expliqué dans l'article paru dans l'édition de mai-juin 2000 de la revue *Mother Jones*. « Pendant la première année seulement, rapporte-t-on dans l'article, 20 détenus ont été poignardés et 2 ont été assassinés. Le personnel inexpérimenté devait avoir recours au gaz lacrymogène et à l'humiliation afin de maintenir l'ordre. »

« En 1996, le *U.S. General Accounting Office* a révisé cinq études portant sur les prisons privées et a conclu qu'il n'y avait pas « d'évidence substantielle » à l'effet que les institutions sans but lucratif épargnaient de l'argent pour les contribuables. Un rapport plus récent commandé par l'*Attorney General* des Etats-Unis mentionne que les prisons privées tentent de sauver de l'argent en coupant sur le personnel, la sécurité et les soins médicaux. »

« Il a fallu une poursuite, une nouvelle loi, un contrat renégocié avec la ville, un programme de surveillance et beaucoup de mauvaise publicité juste pour que le CCA améliore les conditions dans un établissement. »

Revue Mother Jones

Bien que le nombre croissant d'incidents à la prison démontrait la mauvaise administration de la CCA, l'entreprise a annoncé des projets de construction d'installations à proximité pour 5 000 autres détenus. L'entreprise était déjà l'exploitant le plus important de prisons privées, dirigeant « 82 prisons avec 73 000 lits, dans 26 États, à Porto Rico, en Grande-Bretagne et en Australie » selon l'article paru dans *Mother Jones*. En termes de population carcérale, le CCA n'était précédé que par les États de la Californie, du Texas, de New York, de la Floride et par le *Bureau of Prisons* américain. Son taux d'évasion pour la période de 1995 à 1998 représentait plus de 17 fois celui de la Californie.

La *Prison Moratorium Project* a lancé une campagne nationale d'étudiantes et d'étudiants, *Pas avec notre argent*, en avril 2000. La campagne soulignait le lien entre *Correctional Corporation of America* et Sodexo qui exploitait les cafétérias de plusieurs campus de collèges. Des campagnes contre Sodexo ont été organisées dans plus de 60 campus nord-américains. En réponse à l'action étudiante, six universités ont annulé ou n'ont pas renouvelé leur contrat avec Sodexo.

En mai 2001, Sodexo Alliance a annoncé que l'entreprise avait conclu une entente pour vendre toutes ses actions restantes de CCA. Toutefois, selon Kevin Pranis, du *Prison Moratorium Project*, Sodexo Alliance a conservé ses entreprises de prisons privées au Royaume-Uni et en Australie. L'entreprise défend avec

véhémence son engagement continu dans l'industrie correctionnelle par son désir de « contribuer à un mode de vie plus agréable » pour les détenus.

La filiale de Sodexo au R.-U., les *United Kingdom Detention Services* (UKDS), a ouvert le centre de détention de Harmondsworth en septembre 2001. L'entreprise a reçu un contrat de 180 millions de livres du *Home Secretary* pour construire un centre de détention pour les demandeurs d'asile et pour l'exploiter pendant huit ans.

Le centre de détention a encore fait la manchette en février 2002 alors que neuf demandeurs d'asile se sont enfuis du centre. L'évasion est survenue huit jours seulement après qu'un incendie soit survenu dans un autre centre de détention privé, exploité par la compagnie de sécurité Groupe 4. Le 3 mars, 21 demandeurs d'asile étaient toujours au large suite à cet incendie. La police et les pompiers prétendent que le personnel de Groupe 4 leur a interdit l'accès à l'établissement pendant environ une heure le soir de l'incendie, un délai qualifié par les représentants du service d'incendie comme étant « possiblement catastrophique ».

American Civil Liberties Union :

ACLU of Ohio calls for closure of privately run prison
<http://www.aclu.org/news/n072898d.html>

Mother Jones Magazine :

Steel town lockdown
http://www.motherjones.com/mother_jones/MJ00/steeltown.html

Prison Moratorium Project :

Not with our money campaign
<http://www.nomoreprisons.org/nwom.htm>

Guardian :

Nine asylum seekers flee detention centre
<http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4360775,00.html>

Le style de gestion agressive de Sodexo

La performance de Sodexo en matière d'hygiène et de sécurité alimentaire, de relations de travail et sur le plan des prisons à but lucratif est symptomatique d'un style de gestion agressive où les résultats financiers sont plus qu'un chiffre, c'est un culte. Il est peut-être seyant de constater que Sodexo Marriott a exploité le

Deli Market Emporium, une « poule aux œufs d'or de 1 000 pieds carrés » au siège social d'Enron, à Houston, « un espace axé sur les aliments pour répondre aux demandes croissantes de la vie professionnelle des employés. »

En plus de nourrir Enron, Sodexho Marriott tenait à nourrir les Marines américain; son enthousiasme était tel que des questions ont été soulevées au sujet du caractère approprié d'un contrat de 850 millions de dollars donné à la société pour exploiter les salles à manger du USMC. En août 2001, le General Accounting Office des États-Unis a reconnu que le Groupe Compass avait raison de protester l'octroi du contrat et a recommandé que le Marine Corps rouvre les négociations avec Sodexho et deux de ses concurrents..

Il y a également eu une autre controverse en Grande-Bretagne entourant l'opération d'un système de bons pour les chercheurs d'asile. Le Home Office britannique a signé un contrat avec Sodexho-Pass pour imprimer et distribuer des bons pour des aliments et des refuges pour les chercheurs d'asile pendant trois ans. L'entreprise reçoit une commission annuelle de 1,5 million pour l'émission de bons d'une valeur de 50 millions.

Les demandeurs d'asile disent que l'utilisation des bons les stigmatise. De plus, on a avisé les marchands de « garder la monnaie » des achats qui totalisent moins que le montant du bon. Pendant ce temps, en France, en juin 2001, le Conseil de la concurrence a imposé une amende à Chèques Sodexho, la filiale française de Sodexho Alliance, pour avoir formé une alliance anti-concurrence avec deux autres entreprises, Accor et Chèque Déjeuner. Ensemble, les trois sociétés contrôlent 94 pour cent du marché des services alimentaires en France. Le Conseil de la concurrence a conclu que les trois sociétés ont tenté de maintenir leur part respective du marché en « répondant aux appels d'offre de manière irrégulière ou incomplète ».

Washington Post :

Sodexho could lose \$850 million deal with Marines

[http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-](http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A16721-2001Aug29¬Found=true)

[dyn?pagename=article&node=&contentId=A16721-2001Aug29¬Found=true](http://www.washingtonpost.com/ac2/wp-dyn?pagename=article&node=&contentId=A16721-2001Aug29¬Found=true)

Guardian :

A ticket to heartbreak

<http://www.guardian.co.uk/Archive/Article/0,4273,4190270,00.html>

Financial Times :

Restaurants found guilty of anti-competitive practices

<http://globalarchive.ft.com/globalarchive/articles.html?id=010718007011&query=sodexo>

Responsabilité sociale ou « camouflage corporatif » ?

Le 23 janvier 2002, Sodexo USA a annoncé qu'elle appuyait les « Principes globaux de Sullivan », un code de conduite pour les entreprises élaboré par feu le Révérend Leon H. Sullivan. Selon le communiqué publié, Sodexo est la première entreprise dans l'industrie de la gestion des aliments et des installations à endosser ces principes.

« Nous sommes sur la voie d'être une entreprise repère dans le domaine de la responsabilité sociale », peut-on lire dans un communiqué de presse qui cite Michael Landel, président et chef de la direction de Sodexo USA. « Les Principes globaux de Sullivan représentent une étape significative de notre voyage. »

Sur papier, les Principes de Sullivan sont impressionnants. Les signataires acceptent de :

« soutenir la justice économique, sociale et politique dans des lieux où ils font des affaires.

- Manifester leur soutien pour les droits de la personne et encourager l'accès à l'égalité à tous les niveaux de l'entreprise, s'assurant de la diversité raciale et de la diversité des sexes sur les comités et conseils où les principales décisions sont prises.
- Former et promouvoir les travailleuses et travailleurs désavantagés pour des postes techniques, des postes de supervision et de gestion.
- Chercher à promouvoir une tolérance et une compréhension plus grandes parmi les gens de tous les milieux.
- Aider à améliorer la qualité de vie des communautés, des travailleuses, des travailleurs et des enfants, traitant tous les gens avec dignité et égalité. »

Le communiqué de presse de Sodexo décrit aussi les projets spécifiques traitant de l'utilisation de matériaux recyclés, « étudiant les questions entourant le bio terrorisme et les aliments organiques », manifestant le respect pour « nos gens » (employés) et faisant des subventions de charité aux banques alimentaires et pour les programmes de formation professionnelle.

Les Principes de Sullivan sont fondés sur un code de conduite des entreprises élaboré au départ pendant la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud. Mais les critiques du code ont souligné « qu'ils pouvaient faire peu de chose pour améliorer les conditions des Noirs compte tenu des restrictions obligatoires de l'apartheid » et qu'ils serviraient comme une « façade de respectabilité » pour permettre aux entreprises de continuer à faire des affaires avec le régime de l'apartheid. Voici le commentaire d'un activiste à ce sujet :

« Les Principes de Sullivan étaient une blague, et une blague de mauvais goût, mais ils paraissaient bien sur papier. Des douzaines d'entreprises ont signé les documents disant qu'elles appuyaient les principes (les répercussions étaient qu'elles avaient donc tous les droits de faire des affaires avec l'Afrique du Sud)... Dès 1986, le Révérend Sullivan lui-même a finalement compris la blague. Il a indiqué qu'il ne pouvait plus, en toute conscience, appuyer ses propres principes et il a encouragé un désinvestissement total. »

Bien qu'il puisse être présomptueux de prendre pour acquis à l'avance que d'adhésion autoproclamée de Sodexho aux Principes globaux de Sullivan est un exercice cynique dans ce que l'historienne Elizabeth Schmidt a qualifié de « camouflage corporatif », on ne peut ignorer ce précédent.

Sodexho Inc. :

The Global Sullivan Principles

http://www.sodexhousa.com/global_sullivan.html

Schmidt, Elizabeth, *Decoding Corporate Camouflage: U.S. Business Support for Apartheid*, Washington, D.C., Institute for Policy Studies, 1980.
